

**13 novembre 2007**

## **PRDA**

### **Un modèle à suivre**

Moins d'un an après son application en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, le Programme régional de développement de l'agroalimentaire a déjà généré des investissements de 7 millions de dollars.

Cette entente spécifique triennale, conclue entre le gouvernement du Québec et la Conférence régionale des élus (CRÉ), est devenue un véritable levier financier pour la région.

« C'est important de dire que c'est une entente unique au Québec. À mon sens, avec les résultats très positifs qu'on récolte aujourd'hui, c'est assurément une entente qui va s'ériger comme le modèle à suivre dans les autres régions du Québec », a applaudi la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau.

Au total, la CRÉ et Québec ont conjointement injecté 2,5 millions de dollars dans ce projet. Jusqu'à présent, 63 entreprises de la région en ont bénéficié. Près de 85 % des aides ont été versés aux entreprises maraîchères. Le reste a été octroyé aux productions animales, principalement aux fermes laitières qui ont acheté des quotas laitiers pour se développer.

Il est dit que chaque emploi créé en agriculture en génère cinq autres indirectement. L'Union des producteurs agricoles et la CRÉ tentent déjà, notamment pour cette raison, de convaincre le gouvernement de reconduire le programme. [Radio-Canada](#)

## **Développement**

### **Une jeune vision de la région**

Dans le cadre d'un cours en gestion à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), une trentaine de Gaspésiens ont élaboré un plan d'action pour améliorer le développement socio-économique de leur région.

Ils souhaitent notamment que la Gaspésie devienne une région verte et qu'elle se spécialise dans les industries reliées à l'environnement.

Ces étudiants proposent aussi de mieux faire connaître les programmes gouvernementaux à l'aide d'une campagne publicitaire. Ils s'inquiètent notamment de la pénurie de la main-d'oeuvre et du développement inégal sur le territoire gaspésien.

Le groupe souhaite présenter ses constats à la Conférence des élus et à la Chambre de commerce de la Gaspésie et des Îles. [Radio-Canada](#)

## **Chasse à l'original**

### **Un record de prises**

Les chasseurs de la Gaspésie de l'est du Bas-Saint-Laurent ont connu une excellente saison cette année. Ils ont tué près de 3200 bêtes, c'est environ 300 de plus qu'en 2006.

Près de 25 % des quelque 22 600 chasseurs d'originaux de la région sont sortis du bois avec une prise, comparativement à 12 % dans l'ensemble du Québec.

Une chasse se poursuit d'ailleurs jusqu'au 21 décembre dans la Réserve faunique de Matane. C'est l'endroit dans la province où l'on retrouve la plus forte concentration d'originaux par kilomètre carré.

Le contremaître Serge Lévesque explique qu'il devient essentiel de contrôler la population d'originaux sur ce territoire. « [Il] faut se dépêcher à ralentir la croissance, dit-il, car c'est rendu dangereux. L'habitat d'hiver s'est vraiment détérioré, ce qui va arriver c'est une épidémie... » Les chasseurs d'originaux qui choisissent la Réserve faunique de Matane sont presque assurés de repartir avec une prise. [Radio-Canada](#)

## **Rivière-au-Renard, Télus paiera mais pas toute la facture**

Une quarantaine de résidences seront relocalisées ou construites dans le quartier créé pour les sinistrés, à l'abri des inondations. Contrairement à ce qui a été véhiculé, Telus assurera entièrement les frais de branchement, de débranchement et les coûts liés à la construction du nouveau réseau.

Pour ce qui est des frais de déménagement, Telus payera une partie de la facture. Des frais importants, selon la compagnie, notamment parce qu'il faudra abaisser les fils pour laisser passer les maisons qui seront déplacées. Telus évalue que cette aide lui coûtera plus de 350 mille dollars. Rappelons qu'Hydro-Québec défrayera tous les frais. Chez Telus, on soutient que le contexte est différent.

Clément Audet, vice-président du marché consommateurs chez Telus: "Dans le cas d'Hydro-Québec, c'est un décret. Le ministre Claude Béchard a dit à Hydro-Québec, regarder, nous les frais on va les absorber, et ça pourrait être repris via d'autres façons, comme avec des augmentations tarifaires défrayés par l'ensemble des Québécois.

Mais Telus, c'est une compagnie privée. On n'est pas une compagnie publique et lorsqu'on prend une décision comme ça, bien ça doit être fait dans l'intérêt de nos actionnaires et aussi de nos clients." [CHAU-TVA](#)

## **Ponts et viaducs, Québec reprend les rênes**

Des 4 mille 400 ponts et viaducs de la province, 231 se trouvent sur le territoire gaspésien. Cent millions de dollars seront investis dans la gestion et l'entretien de ces structures à l'échelle provinciale. Cependant, les besoins pour la région ne sont pas déterminés. Une agence spécialisée sera chargée d'en faire l'évaluation. Nathalie Normandeau, ministre des Affaires municipales et des régions : "Avec l'enveloppe qui était disponible sur le plan provincial, on réussissait à combler un

certain nombre de demandes dans la région, mais souvent on devait dire aux municipalités, attendez l'année prochaine, on verra s'il y a d'autres budgets. Le ministère diminuait la charge admissible pour la structure et on essayait d'étirer l'élastique." [CHAU-TVA](#)

## **Les maires s'associent pour faire des pressions**

### **Les maires de Percé, Grande-Rivière et Chandler font front commun pour obtenir davantage pour leurs sinistrés.**

Cette réaction fait suite au fait que la vice-première ministre et ministre de la Région, Nathalie Normandeau, ait fermé la porte à un rehaussement de l'aide gouvernementale. Les maires des trois municipalités touchées par la tempête post tropicale Noël sont d'avis que comme à Rivière-au-Renard et Corteréal, où on a procédé au déménagement de maisons pour protéger les citoyens d'autres événements du genre, il faut que des mesures soient mises en place pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise dans le futur. Les maires Boutin, Cyr et Mamelonet demanderont donc la contribution du gouvernement du Québec.

Les maires sont insatisfaits du décret accordé par le gouvernement provincial. Georges Mamelonet, maire de Percé, mentionne que même si les événements vécus ne sont pas comparables à ceux de Rivière-au-Renard au mois d'août, les maires auraient aimé une meilleure contribution de Québec, notamment pour les commerçants et les sinistrés à faible revenu, dont ceux qui n'avaient pas d'assurance.

Georges Mamelonet affirme qu'ils continuent de faire des pressions pour obtenir plus d'aide. [Radio-Gaspésie](#)